

2^{ème} cycle : histoire d'une lutte



Indiquons tout de suite que la lutte contre la réforme du deuxième cycle ne concerne qu'une partie des enseignants...

Sans doute faut-il rappeler que les directions syndicales enseignantes — SNEsup et SGEN — n'ont pas attendu le mouvement étudiant pour prendre position sur l'arrêté du 16 janvier 1976 de réforme du deuxième cycle et le condamner

Pour le SNEsup, le problème était posé dans les journées nationales d'action — même si ce n'était pas le seul point avancé au cours de ces journées, et même si les formes de « luttes » peuvent aisément être qualifiées de bien traditionnelles et de peu mobilisatrices... Le SGEN, lui, dans sa décision de grève administrative, avançait la nécessité de se battre pour la garantie de l'emploi et la titularisation des auxiliaires et vacataires de l'enseignement supérieur dont la liquidation est programmée par l'arrêté et les circulaires d'application. Les deux syndicats engageaient leurs élus dans les organismes de participation à bloquer toute élaboration de maquettes (mise en place de filières de formation du deuxième cycle appliquant la réforme) et transmission de ces maquettes au secrétariat d'Etat.

Une fois faits ces rappels « chronologiques », force est bien de constater que les enseignants, sauf quelques cas isolés, ne se sont vraiment sentis concernés et n'ont compris qu'il leur fallait se battre qu'une fois développées les luttes étudiantes. C'est d'ailleurs le contraire — que les enseignants puissent se battre de façon durable sans que les étudiants se soient déjà déterminés — qui serait exceptionnel...

une lutte collective

Les appels — réitérés — des coordinations nationales étudiantes à la grève générale de l'Université semblent avoir été entendus, du moins en partie : à partir de la rentrée des congés de printemps, un nombre important de sections syndicales SNEsup ont voté la grève, le SGEN sup, quant à lui, appelant nationalement à une grève d'une semaine reconductible. Le point de clivage central entre les deux organisations a été la reconnaissance du mouvement étudiant, organisé dans ses coordinations nationales. Pour le SNEsup, au niveau national, l'UNEF est restée la seule organisation étudiante patentée ; le SGEN a reconnu les structures de discussion et de décision dont se dotait le mouvement étudiant, et a pris la parole dans plusieurs des coordinations nationales étudiantes.

Une attitude aussi opposée quant au mouvement étudiant n'a pas empêché les deux coordinations nationales enseignantes d'Amiens et de Jussieu d'envoyer une volée de bois vert — de la part de la base — aux deux directions syndicales.

Dans cette lutte collective contre la réforme, deux faits importants se sont produits. Le premier, qui précède le début des luttes enseignantes, est la constitution du comité de coordination nationale des vacataires de l'enseignement supérieur qui regroupe syndiqués et non-syndiqués, et dont l'importance dans l'ensemble des luttes est extrêmement grande. Le deuxième a été la prise de position des 35 présidents d'université exigeant l'abrogation de l'arrêté, à relier à la réunion des universitaires à Orsay, soutenue par le SNEsup qui illustre fort bien l'attitude de ce syndicat envers les organes de participation mis en place par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur de 1968.

des contenus à redéfinir par l'ensemble des travailleurs

Pourtant, un tel accent, mis sur la légalité et la responsabilité, n'explique pas totalement le recul précipité de la direction du SNEsup. Dès la « négociation » des présidents d'université avec Alice Saunier-Seïté : 8 points avancés, 3 refus catégoriques ; sur les 5 autres, répétition par la secrétaire d'Etat, du texte de l'arrêté ; une seule promesse en l'air, d'ordre financier... ce qui suffit (!) au bureau national du SNEsup pour chanter victoire et appeler au retour dans les universités. Sans doute le seul rappel que les universités pouvaient demander la reconduction des habilitations des filières de deuxième cycle a-t-il été analysé comme un recul d'ensemble du gouvernement...

En fait, les problèmes posés par la grève et par le mouvement étudiant ont été fort peu explicités : quel contenu des grèves ? Quels objectifs ? Et c'est là qu'on touche



de plus près aux différentes analyses — de l'Université et de l'école — et aux différentes stratégies : s'agit-il de se battre pour le statu quo, mais avec des engagements financiers plus importants de la part du gouvernement, ou au contraire, de se battre pour une ouverture de l'Université aux travailleurs et à leurs problèmes, pour une redéfinition des contenus non par les seuls spécialistes, c'est-à-dire les universitaires, mais par l'ensemble des travailleurs... C'est sur de telles questions que s'affrontent les

stratégies de démocratisation de l'Université et celles de « décloisonnement » des luttes sur l'école qui se situent dans ce que le PSU appelle le contrôle populaire sur la formation.

Geneviève PETIOT ■

assas... « fac calme »...

Pourquoi, alors que le mouvement étudiant contre la réforme du deuxième cycle s'est étendu à toute l'université en France, Assas (Paris II) est-elle restée l'une des seules facultés où « l'ordre » ait régné? L'explication se résume en trois mots : fascisme, violence, silence.

fascisme

Terrifiant, le hall d'Assas, un modèle du type ! « Chili, un exemple à suivre » ; « Franco, le dernier homme de l'Occident » ; « Gens de gauche et marxistes de tout poil, ne vous cassez pas la tête, on s'en charge » ; « Goebbels, on finira le travail » ; Juifs, au four » etc. Les auteurs et maîtres des lieux ? L'extrême droite 76, c'est-à-dire :

Le GUD : (Groupe union défense) milice armée issue de l'organisation dissoute Ordre Nouveau et du PFN dont certains membres collaborent avec le ministère de l'Intérieur.

Le GAJ : (Groupe action jeunesse) tout aussi dangereux, militant pour un fascisme pur et dur.

L'UNI : Syndicat étudiant créé par le SAC, Service action civique (cf. : B... comme Barbouzes).

La CORPO : Syndicat étudiant se déclarant « apolitique et anti-marxiste » (sic).

Aujourd'hui, les sus-nommés contrôlent entièrement Assas. Toutes les organisations syndicales et politiques de gauche sont interdites « de fait ». Tout affichage est dangereux, se réunir est une action suicide. Les panneaux ont flambé, les locaux explosés...

violence

Elle s'exerce tout d'abord à l'intérieur d'Assas contre tous ceux ou celles qui tentent d'ouvrir la bouche au nom des organisations démocratiques ou à titre individuel. Délations, diffamations, fichages, purges dans les TD et surtout agressions violentes et répétées, sont lots communs à Paris II. Armés, ces groupes fascistes le sont. Agres-

sés(ées), témoins, ainsi que les services d'urgence des hôpitaux Cochin et Laennec peuvent témoigner sur l'usage des barres de fer, fléau japonais, coup de poing américain, bottes ferrées, etc. De plus, Assas est la plaque tournante de toutes les actions fascistes sur Paris : descentes dans les lycées et facs, attaques des permanences des partis de gauche ou d'extrême gauche et des militants.

silence

Le silence est lié à la menace constante qui plane dans cette fac, à la peur de la répression, au désir de ne pas se faire repérer, au « diktat fasciste » qui s'étend même sur l'administration. Une administration timide et paralysée qui, pour « détourner » les « interdits de séjour » décrétés par le GUD contre certains étudiants de Paris II, ne trouva rien de mieux que la création de cours et TD par correspondance... Le corps enseignant lui-même, à quelques rares exceptions près, se terre et ferme les yeux. On se tait à Assas ou alors on chuchote. Parler haut, c'est prendre des risques.

Assas est-elle une exception, une anomalie, un phénomène isolé ? Ce serait faux de le croire. Assas est bien le bastion de l'extrême droite, mais plusieurs autres universités connaissent aujourd'hui à Paris et en province des tentatives sérieuses d'implantations fascistes (Sceaux, Dauphine, Clignancourt, Aix...) et il y a fort à parier que celles-ci vont se multiplier dans les deux années à venir. Il ne faut pas se leurrer. L'extrême droite se prépare aussi à l'éventualité d'un gouvernement de l'Union de la gauche après les législatives de 78.

**Collectif antifasciste
des étudiants d'Assas** ■